RE RENAISSANCE 63

NEWSLETTER N°4 SEPTEMBRE 2023

édito

Le Dialogue : Pilier de la Démocratie

Dans une démocratie, le dialogue est le socle sur lequel repose la prise de décision éclairée et la gouvernance responsable. Lorsque nous sommes dans une majorité relative à l'Assemblée nationale, il est d'autant plus crucial d'entretenir un dialogue constructif avec les partis de l'opposition.

C'est à quoi le Président de la République s'est employé fin août en recevant les différents partis du Parlement. L'objectif affiché est clair : gouverner en cherchant des majorités de projets.

Pas de caméra, pas de micro, pas de connexion vers l'extérieur : le spectacle est rendu impossible et les échanges ont pu ainsi être francs et sincères. Contrairement au Parlement, les débats ont pu être sans filtre et arriver à leur terme.

12 heures pour se dire les choses, pour marquer les différences, pour se mettre d'accord sur certains points comme par exemple :
- un débat parlementaire sur un nouveau partenariat avec l'Afrique
- des assises de la diplomatie parlementaire
- la décentralisation comme solution pour renforcer l'efficacité de l'action publique
- l'organisation d'une conférence sociale en octobre 2023

Le dialogue n'est évidemment pas clos, il devra rester ouvert et respectueux. Le consensus ne sera pas possible sur l'ensemble des sujets. Cependant, c'est bien par le dialogue que nous continuerons d'avancer et de réformer notre pays. Il permettra de trouver des majorités, projet par projet.

En confiance,
Alexis BLONDEAU et toute l'équipe

Tableau de bord

RETRAITES : CE QUI CHANGE. Depuis le 1er septembre, le nouveau régime de retraite est entré en vigueur. Progressivement décalé de trois mois chaque année, l'âge de départ à taux plein est repoussé de 62 à 64 ans, hors cas particuliers concernant les carrières longues qui pourront partir plus tôt. Le nombre d'annuités passe à 43 dès 2027. La pension minimale est augmentée de 100 euros par mois, dès cette année, pour 250 000 nouveaux retraités - un quart des nouveaux retraités -, auxquels s'ajouteront 10 à 20 000 personnes chaque année. La pension sera revalorisée d'autant pour les 1,7 millions de retraités modestes actuels en 2024, avec effet rétroactif. Par ailleurs, l'ensemble des salariés, y compris les fonctionnaires, aura accès au mécanisme de « retraite progressive » permettant de cumuler emploi et retraite. Un autre décret établit la fin des régimes spéciaux pour les nouveaux employés de la RATP, des industries électriques et gazières, de la Banque de France et les clercs de notaire, de même que le renforcement du Fonds pour la prévention de l'usure professionnel (seuil de risque de travail de nuit abaissé de 120 à 100 nuits, celui du travail posté de 50 à 30 nuits).

MALUS ECOLOGIQUE SELON LE POIDS DES VEHICULES. Le malus écologique sur les voitures va être étendu sur chaque modèle neuf, y compris électriques, selon le poids du véhicule, de 1,6 tonnes à 1,8 tonnes, afin de pénaliser les plus gros modèles, type SUV et Crossovers, les plus émetteurs de CO2. Cette taxe s'élèvera à10 euros par kilo supplémentaire au-dessus de 1,6 tonnes.

JUISTICE : 10 000 POSTES SUPPLEMENTAIRES. A l'horizon 2027, les effectifs de la justice bondiront de 10 000 nouveaux postes, dont 1500 magistrats et autant de greffiers et d'attachés de justice, afin de répondre à l'augmentation du volume des affaires et la création de tribunaux spécialisés, en particulier dans la lutte contre les violences intrafamiliales. Le budget du ministère de la justice sera ainsi porté à 11 milliards d'euros contre 9,7 aujourd'hui.

ZERO ARTIFICIALISATION NETTE. Le Parlement a adopté à une très large majorité la loi sur la réduction de moitié de la consommation d'espaces agricoles et naturels d'ici 2031 pour atteindre zéro artificialisation nette en 2050 (ZAN). Cette loi concrétise l'une des propositions de la Convention citoyenne pour le climat. Elus locaux et régionaux seront associés aux décisions au sein d'une Conférence du ZAN.

UN PASS RAIL L'ETE 2024. Pour un tarif annuel unique d'environ 50 euros, tous les usagers, quels que soient leurs âges, pourront voyager en illimité sur les Intercités et les TER dès l'été 2024. La concertation est ouverte entre les Régions chargées de la tarification et l'Etat. A la même époque, les enfants de 10 et 11 ans des familles populaires et moyennes bénéficieront d'un « pass colo » de 200 à 350 euros.

...en bref... Le travail de nuit à l'hôpital sera revalorisé de 25 % et le tarif des gardes augmenté de 50 %. Un milliard d'euros est débloqué pour les soignants des hôpitaux... Afin d'alléger la pression sur les finances publiques, les **tarifs réglementés d'électricité** ont augmenté de 10%, portant la couverture du bouclier tarifaire sur la facture des consommateurs de 43 à 37 %... La conduite sous état d'ivresse ou sous stupéfiant entrainera la suspension immédiate du **permis de conduire** dont l'âge sera abaissé à 17 ans en 2024 pour faciliter la mobilité des jeunes...**Le point d'indice** des fonctionnaires et des contractuels de l'Etat est relevé de 1,5% depuis juillet et le sera d'autant en janvier 2024... Le **salaire mensuel de base** dans le secteur privé (hors primes) a augmenté de 4,6% sur un an, soit un peu plus que l'inflation (4,4%) ... Malgré l'inflation et les prédictions déclinistes, la proportion de **Français partis en vacances** cet été a augmenté, soit sept Français sur dix...La taxe d'habitation est supprimée mais la **taxe foncière** fixée par les collectivités augmente, au moins de 7%, selon les décisions des communes... Renforcement du dispositif de lutte contre les **incendies** : 13 450 ha ont brulé cet été contre 62 422 l'an dernier.

Une rentrée scolaire techniquement et politiquement réussie

Au-delà des multiples mesures concrètes mises en œuvre pour améliorer le quotidien des douze millions d'élèves et des 850 000 enseignants, c'est une rentrée scolaire très politique qui a eu lieu le 4 septembre 2023. Sans accident notable ni blocage technique. Même si, ici ou là, inévitablement, quelques ajustements s'avèrent nécessaires en termes de postes ou de personnel.

Le gouvernement était attendu au tournant par les oppositions. Une nouvelle occasion de taper sur Macron… A droite, la défense de la laïcité sur les tenues religieuses était brandie comme un test de fermeté. A gauche, on dénonçait à l'avance un supposé manque de moyens et de profs. L'opinion a pu constater que les prophètes du malheur, une fois de plus, avaient crié avant d'avoir mal : l'interdiction de l'abaya et du qami n'ont pas posé de problèmes majeurs dans l'écrasante majorité des établissements ; de même, l'engagement d'un prof devant chaque élève a été globalement tenu. Dans le Puy-de-Dôme par exemple, le rectorat a proposé l'ouverture de huit nouvelles classes contre trois fermetures seulement. Au point que les syndicats du corps enseignant, si prompts à sortir la sulfateuse d'habitude, ont accueilli avec satisfaction les changements que le ministre de l'Education, Gabriel Attal, soutenu par un président de la République en première ligne, a introduit.

▶ Vêtements ostensiblement religieux interdits.

Le port de l'abaya, longue robe traditionnelle venue d'Arabie saoudite, portée, contre leur gré le plus souvent, par certaines élèves musulmanes, ou le qami, tunique longue chez les garçons, est désormais interdit à l'école au nom de la laïcité, conformément à la loi de 1994 qui bannit dans les services publics tout signe d'appartenance religieuse ostensible. Abayas et qamis étaient à l'évidence les vecteurs d'un prosélytisme religieux contraire aux principes de la laïcité. Le Conseil d'Erat, saisi par une association musulmane, a validé cette décision, sans y relever une quelconque stigmatisation ou police du vêtement. Fermeté plébiscitée : moins de 300 personnes se sont présentées en abaya dans les 55 000 écoles, collèges et lycées de France et un dialogue apaisé s'est engagé avec 67 d'entre elles qui ont refusé de l'enlever.

▶ Réforme du lycée professionnel.

Jusqu'ici non rémunérés, les stages en entreprises seront payés (à hauteur de 50 euros par semaine en classe de seconde, 75 euros en première et 100 euros en terminale), les savoirs fondamentaux renforcés, le pacte enseignant pour accompagner les élèves par petits groupes encouragé (jusqu'à 565 euros par professeur volontaire), les filières de formation n'offrant aucune perspective d'emploi supprimées. Objectif : zéro décrocheur et 100% d'insertion.

▶ Hausse des rémunérations.

Une hausse inconditionnelle (le « socle ») permet à tous les enseignants de gagner plus de 2 000 euros par mois. Outre cette revalorisation collective, une rémunération supplémentaire est proposée dans le cadre d'un « pacte » concernant de nouvelles missions volontaires, comme le remplacement systématique des enseignants absents, pouvant conduire jusqu'à 3 700 euros bruts d'augmentation par an.

▶ Maths dans le tronc commun.

L'enseignement obligatoire des mathématiques (au moins une heure et demie de cours) est réintroduite pour tous les lycéens dans la filière générale en classe de première.

▶ Devoirs faits obligatoires.

Le dispositif qui permet aux élèves de faire leur devoir au collège est rendu obligatoire dès la sixième. En outre, chaque élève pourra bénéficier d'une heure par semaine de renforcement en français ou en mathématique.

▶ Bac.

Le calendrier va changer. Dès 2024, les épreuves de spécialité seront organisées en juin, sans remettre en cause la part de contrôle continu de la nouvelle formule du baccalauréat.

▶ Sport.

La place du sport est renforcée : 30 minutes d'activités physiques par jour dans les écoles primaires et deux heures de plus au collège.

▶ Un arbre par collégien.

Chaque collégien devra avoir planté un arbre au cours de sa scolarité, en commençant par les sixièmes dès cette année. Objectif : un milliard d'arbres plantés en dix ans.

▶ Poids des cartables.

Le poids moyen d'un cartable est de huit kilos. A la rentrée 2024, cette charge devra être divisée par deux grâce au développement du numérique et la mise en place de casiers.

▶ Prime de rentrée scolaire.

Elle a été revalorisée de 5,6 % pour cette rentrée et touchée par trois millions de familles, bénéficiant à cinq millions d'enfants de 6 à 18 ans.

▶ Rénovation des bâtiments.

D'ici dix ans, 44 000 écoles doivent être rénovées pour être adaptées aux vagues de chaleur et aux nécessités d'économie d'énergie. 500 millions d'euros sont d'ores et déjà débloqués.

▶ En débat.

Forfait train pour circuler en illimité sur les TER et les Intercités (pour tous les usagers), assouplissement de la durée des vacances scolaires, port de l'uniforme ou d'une tenue unique sont mis à la concertation et à l'expérimentation avec les Régions et les collectivités territoriales volontaires.

Portrait d'élu

Le plus jeune de la bande

Comment, à un peu plus de vingt ans, peut-on s'engager dans un conseil municipal ?
24 ans aujourd'hui, étudiant en école de commerce et adepte des petits boulots, fils et petit-fils de commerçants à Ambert, Marius Fournet sourit : « *Ça paraît peu commun aux yeux des jeunes de mon âge, mais j'aime la politique, c'est-à-dire faire bouger les choses, s'impliquer, aller au contact. Tout jeune, j'adorais assister aux dépouillements électoraux à Ambert. Alors, en 2020, quand l'ancienne maire de la ville m'a proposé d'intégrer la liste de son successeur, j'ai plongé, au grand étonnement de mes copains* ».

Elu donc sur une liste sans étiquette - « *Ici, sans étiquette, ça signifie centre droit* » -, Marius fonce. Il s'empare du dossier qu'il connaît le mieux : le commerce qui végète dans cette petite sous-préfecture accablée de brouillards. Il arpente les boutiques qu'il fréquente depuis qu'il est môme, convainc les uns et les autres de se regrouper et d'agir ensemble au sein de l'association qu'il fonde, « La vitrine d'Ambert ». 90 adhérents, des actions et des animations communes. Une dynamisation réussie. Mais un bilan, au final, qui ne satisfait pas Marius. « *Je ne me représenterai pas aux prochaines municipales. Je fais maintenant partie des déçus. Macron, les JAM et le parti font ce qu'ils peuvent. Ils voulaient dépasser les clivages et c'est ce qui me plaisait. J'ai horreur des extrêmes, surtout des Insoumis. Mais trop de gens sont laissés sur le bord du chemin. Le peuple est oublié, surtout après l'épisode des retraites.* »

MARIUS FOURNET, CONSEILLER MUNICIPAL D'AMBERT.

Marius, toujours fidèle à ses taches en faveur des commerçants, a décidé de prendre du recul, même s'il voit l'hypothèse du Rassemblement national prendre de l'ampleur dans le cœur et les esprits des gens qu'il côtoie au jour le jour. Il pense à lui-même désormais. Ses études, à Paris ou Clermont, son avenir professionnel, une vie de famille peut-être...

ÉVÉNEMENTS

Rencontres...

Avec Edouard Philippe à Riom

A l'invitation du parti Horizons, Edouard Philippe est venu au contact des militants de la majorité présidentielle le 23 juin à Riom. Réaffirmant sa volonté de continuer à travailler avec la majorité présidentielle, l'ancien premier ministre a insisté sur sa volonté d'ouverture politique, à l'opposé des extrêmes, en particulier ceux qui érigent l'Europe en responsable de tous les maux, et à se fixer des priorités à long terme. « *Si tout est prioritaire, rien ne l'est* ». Pour Edouard Philippe il faudra donc faire des choix et...renoncer à d'autres. Objectif numéro un : l'école. Les militants présents l'ont interpellé sur le logement, la politique de la jeunesse et la situation des communes rurales. Pour Edouard Philippe, on ne battra le Rassemblement national qu'en redevenant une puissance optimiste et souveraine avec un projet fédérateur à long terme, sans désinvolture ni renoncement. « *Face aux fakes news et à l'obscurantisme, il faut apporter la lumière* ».

Avec Rima Abdul-Malak, ministre de la Culture

Rima Abdul-Malak a consacré sa journée du 24 août à Clermont-Ferrand. La ministre de la Culture a évoqué avec les autorités locales la candidature de Clermont au titre de Capitale Européenne de la Culture, candidature à laquelle elle s'est montrée plutôt favorable.
Malgré un programme chargé et studieux, la ministre a tenu à consacrer un temps d'échange avec les adhérents de la majorité présidentielle afin de prendre le pouls du terrain. Quelque 35 personnes, dont les deux députées du département, ont bravé la canicule et se sont retrouvées au Jardin Lecoq pour cette rencontre.
« *Sans culture, pas de sens à notre vie* » a-t-elle affirmé d'emblée, attentive aux interventions relevant les difficultés d'accès aux lieux de culture pour le milieu rural (malgré l'existence du pass culture), les subventions qui diminuent dans la Région, notamment pour les festivals dont certains disparaissent (malgré le plan d'innovation territorial qu'elle a mis en place pour aider au financement), les difficultés des éditeurs avec la nouvelle réforme concernant la distribution des journaux, un sujet très politique qui touche à la démocratie (la ministre invite son interlocuteur à contacter son conseiller car, pour elle, c'est un sujet important), l'effort du gouvernement en faveur des bibliothèques (9,6millions d'euros pour celle de Clermont).

Université de rentrée de Renaissance 63

Une journée pas comme une autre

Le lieu - Le Sancy Resort Hôtel -, magnifiquement niché au cœur du massif des Dores, était à la hauteur de la journée du 2 septembre où plusieurs dizaines d'adhérents de Renaissance 63 ont tenu leur Université de rentrée.

Après que le président du parti pour le Puy-de-Dôme, Alexis Blondeau, a appelé au rassemblement pour les élections européennes, à partir du bilan des six années de mandat du président Macron, la parole a immédiatement été donné aux adhérents pour un libre échange sur les actions entreprises ces derniers mois (Soutien à l'Ukraine, Agoras, rencontres militantes, newsletter...) et sur la situation actuelle du parti.

Questions vivantes

De nombreuses prises de parole ont interrogé nos pratiques. Comment élargir le nombre d'adhérents au-delà des 300 actuels ? Comment mieux agir ? Comment améliorer le fonctionnement et les outils de cohésion interne ? Comment aller vers les gens et leur parler au quotidien ? Comment s'enraciner dans le territoire ? Quel est le corps idéologique de notre engagement ? Comment passer du fan club au parti politique agrégeant des sensibilités différentes ? Sur quel projet ? Quel rôle pour les Comités locaux dans la préparation des municipales ?
Pas de réponses toutes faites ni d'autosatisfaction. Des interrogations communes et partagées sans acrimonie.

Cinq tables rondes de terrain

Après cette réflexion collective, cinq tables rondes se sont déroulées afin de fournir un argumentaire aux adhérents sur différents sujets lorsqu'ils sont confrontés au terrain : **baisse historique du chômage et création d'emplois** - une très belle réussite trop peu mise en valeur ! -, **quotidien des Français** - bouclier énergétique, maisons France services, prise en charge des lunettes, du dentaire, trains de nuit, aide au vélo, pass culture, prélèvement à la source, aides aux entreprises, fin de la taxe d'habitation et de la redevance TV, etc... -, **neutralité carbone en 2050** - une gigantesque mutation engagée vers la sobriété qui touche tous les secteurs et implique le comportement de chacun -, **échec scolaire** - 12% d'échec scolaire, avec un objectif de descendre en dessous de 9% - **pouvoir d'achat** - sa résistance grâce au « quoiqu'il en coûte », à la baisse des impôts et au rebond de l'activité économique -.

Parallèlement une table ronde s'est interrogée sur les **Comités Locaux** (les sept Comité du département étaient représentés). Décision a été prise de contacter tous les adhérents afin de connaitre leurs priorités et proposer des actions en fonction de leur choix. Ces actions peuvent être différentes d'un territoire à l'autre selon les problématiques mais un travail collectif est envisagé pour parvenir à un socle commun. Parmi les sujets possibles : : l'eau, l'insécurité, l'immigration, la mobilité, l'abstention électorale, la santé, le grand-âge, la fin de vie, la jeunesse, l'énergie, l'Europe.

Rencontre entre amis politiques

A l'heure du repas, des représentants du Modem et d'Horizons qui forment avec Renaissance la majorité présidentielle sont venus renouveler leur détermination à poursuivre le chemin commun de la transformation de la France devant les adhérents. Un seul refrain : l'unité.

Agora sur l'Europe

Introduite par Jean-Paul Besset, l'après mdi de l'université de rentrée a été consacrée à l'Europe et aux élections au Parlement du 9 juin 2024. Les Français ne les considèrent pas comme essentielles. Intervenant à un moment clé, elles seront pourtant décisives et impliquent une mobilisation intense de Renaissance dont la construction européenne constitue un marqueur fort.
En 2024, les Européens seront en effet confrontés à un risque important de voir le continent basculer vers le repli identitaire, à l'opposé du chemin parcouru vers une souveraineté partagée et un ensemble d'Etats de plus en plus intégrés. Malgré le bilan positif affiché par l'Union face aux crises - Covid, réchauffement climatique, guerre en Ukraine -, nationalistes, eurosceptiques, populistes et autres illibéraux ont le vent en poupe dans tous les pays de l'Union, au point qu'ils risquent de constituer une nouvelle majorité au Parlement européen, provoquant un coup d'arrêt à l'aventure commune.
Il faut être conscient que l'histoire pourrait s'inverser le 9 juin et se mobiliser pour que l'Europe reste un fondement de nos sociétés, à l'opposé des crispations identitaires.

Nos amis de l'association Renew France Puy-de-Dôme ont fait part de leur disponibilité pour mener des actions pédagogiques sur le fonctionnement et les acquis de l'Europe.

Plusieurs interventions se sont succédé sur le futur projet européen et sur la manière dont il allait être construit. Comment entretenir l'idéal européen alors que la guerre est à nos portes, comment protéger les populations face aux blocs hostiles ? Pour les adhérents de Renaissance, il n'est pas question de regarder dans le rétroviseur pour faire de l'autosatisfaction mais bien de bâtir un projet politique face au raz de marée nationaliste qui arrive et aux enjeux de demain. Reste à aller convaincre.

Composition du bureau départemental

Alexis Blondeau
Président
Rénatie Lepaysan
Secrétaire Générale
Laure Bordes
Trésorière
Karina Monnet
Responsable élus
Conseil National

COMMUNICATION EVÈNEMENTS
Christophe Bonicel
Coordinateur
Léa Engamba
Valérie Iker
Alexandra Ford
Jean-Paul Besset
Joël Brandely
Éric Faidy

TERRITOIRES
Karine Legrand
Coordinatrice
Valérie Thomas
Dominique Giron
Pascaline Bidoung
Olivier Morel
Stéphane Bayle
Geofffrey Dutour
Nicolas Deligand

Commission ÉGALITÉ FEMMES/HOMMES **Pascaline Bidoung**
Commission EUROPE **Annette Dumas**
Commission GRAND ÂGE **Geoffrey Dutour**

WEB / RESEAUX SOCIAUX
facebook.com/RenaissancePuyDeDome
twitter.com/Renaissance63_
parti-renaissance.fr

CONTACT MAIL
puy-de-dome@parti-renaissance.fr